

En poursuivant votre navigation sur ce site, vous acceptez que des cookies soient utilisés afin d'améliorer votre expérience d'utilisateur et de vous offrir des contenus et publicités personnalisés et vous permettre l'utilisation de boutons de partages sociaux. Pour en savoir plus et, notamment, pour s'opposer à leur installation, nous vous invitons à consulter notre charte pour la protection des données personnelles. OK [OBTENIR PLUS](#)

Capital

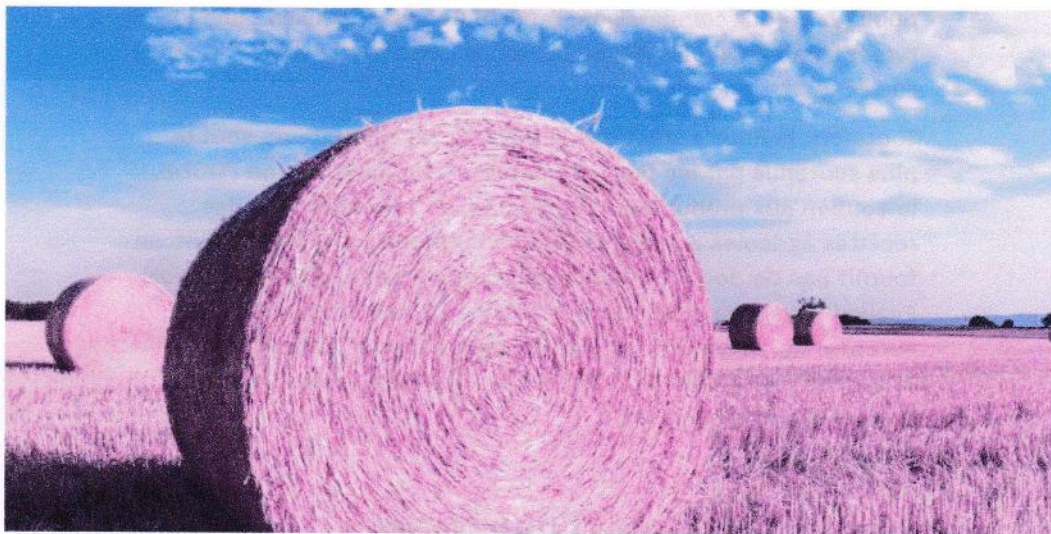


EN CE MOMENT : [CYRIL HANOUNA](#) [LES BANQUES LES MOINS CHÈRES](#) [CLASSEMENT DES RICHES](#) [TESTS](#) [CHAMPION](#)

ECONOMIE ET POLITIQUE

SANS SUBVENTION, LA MOITIÉ DE NOS AGRICULTEURS SERAIT EN PERTE

PUBLIÉ LE 21/07/2017 À 18H24
MIS À JOUR LE 21/07/2017 À 18H26



Plusieurs données montrent la dépendance du secteur de l'agriculture aux aides publiques.

Trouver des solutions pour permettre aux agriculteurs de vivre dignement de leur travail : c'est l'un des objectifs des Etats généraux sur l'alimentation, qui ont été lancés jeudi et dureront plus de 4 mois. Nul doute que sera évoquée la question des subventions, l'agriculture étant l'un des secteurs qui en est le plus dépendant.

Un chiffre en témoigne : sans subvention, plus de la moitié (53% exactement) des exploitations auraient affiché un résultat courant avant impôt négatif en 2015, selon des données du **ministère de l'Agriculture**, basées sur un panel de structures moyennes et grandes. Grâce aux aides publiques, seules 15% d'entre elles ont été dans le rouge cette année là.

L'impact de ces aides est particulièrement important dans le

PARTAGER SUR TWITTER

PARTAGER SUR GOOGLE+

PARTAGER PAR E-MAIL

PARTAGER PAR SMS

>> Lire aussi : "Notre agriculture souffre d'un inquiétant déficit de compétitivité"

Autre donnée éclairante : au total, la dépense publique en faveur de l'agriculture, qui comprend les subventions mais aussi le coût des services publics dédiés ainsi que le financement de la protection sociale des agriculteurs, représentait 91% de la valeur ajoutée de la branche agriculture, qui constitue en quelque sorte le "PIB agricole", selon **les calculs de François Ecalte**, président de l'association Fipeco, spécialisée dans l'analyse des finances publiques. Pour comparaison, l'ensemble des dépenses publiques représentait 56,4% du PIB de la France cette même année, selon l'Insee.

Toutefois, la France n'est pas le pays où les agriculteurs sont le plus soutenus par les pouvoirs publics. Loin de là ! Selon l'OCDE, le soutien aux producteurs représente, en moyenne, 19% des recettes agricoles au sein de l'Union européenne. Si l'institution ne fournit pas de données détaillées pour la France, d'après François Ecalte l'Hexagone n'est pas très éloigné de cette moyenne européenne. Or ce ratio atteignait, toujours pour 2015, 43% au Japon, 49% en Corée du Sud, 56% en Islande... voire même 62% en Norvège et en Suisse !

Sans subvention, la moitié de nos agriculteurs ser...



A LIRE AUSSI

> Les agriculteurs en colère à l'assaut de Paris

> Manifestation d'agriculteurs à Paris

> RPT-Paris ne sera pas remboursé de toutes ses subventions agricoles

ARGENT PUBLIC

AGRICULTURE

THOMAS LE BARS

© CAPITAL

ACTUALITÉ DES MARQUES